

## Le conflit Israélo-Palestinien : médias occidentaux, « revendications de vérité » et antisionisme

*Israel-Palestine conflict : western media, « truth claims » and anti-zionism*

Gregory Kent et Jerry Palmer

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7354>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.7354](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7354)

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

Pagination : 205-218

ISBN : 978-2-86480-829-9

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Gregory Kent et Jerry Palmer, « Le conflit Israélo-Palestinien : médias occidentaux, « revendications de vérité » et antisionisme », *Questions de communication* [En ligne], 11 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2007, consulté le 12 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7354> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7354>

---



## > ÉCHANGES

GREGORY KENT

International Relations and Human Rights  
Roehampton University, London  
G.Kent@roehampton.ac.uk

JERRY PALMER

London Metropolitan University, London  
jpalmer@jpalmer.u-net.com

### LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN : MÉDIAS OCCIDENTAUX, « REVENDICATIONS DE VÉRITÉ » ET ANTISIONISME

**Résumé.** — À partir de l'analyse de la couverture médiatique d'événements individuels, il est possible de démontrer des biais réciproques. Il faudrait plutôt partir d'une analyse systématique d'un échantillon aussi représentatif que possible. Les analystes anglo-saxons des médias anglophones montrent que, là où il y a un biais pour ou contre Israël ou la cause palestinienne, ces médias penchent plutôt du côté israélien, même si la marge de préférence s'est réduite sur une période de 25 ans. Du point de vue méthodologique, ces études sont fondées soit sur la revendication d'une vérité qui démontrerait la nature fautive ou lacunaire des comptes rendus médiatiques, soit sur la démonstration de l'exclusion d'opinions pertinentes, ce qui ferait d'une partialité incompatible avec le devoir de représentativité. Pour des raisons historiques, le biais en question se lie potentiellement à la légitimation de l'État d'Israël, donc à la relation controversée entre l'antisionisme et l'antisémitisme.

**Mots clés.** — Couverture médiatique, Israël, Palestine, représentativité, antisionisme, antisémitisme.

Selon Daniel Dayan (2005), les médias français seraient coupables d'avoir émis une série d'informations fautives et/ou lacunaires qui, en l'espèce, manifesteraient une mauvaise disposition envers Israël. Aussi est-ce la nature fautive des informations qui constitue la base de la critique de ce chercheur. Une assertion qui sous-tend également la solution envisagée (*ibid.* : 216-217) : viser un journalisme conforme aux normes traditionnelles du recoupement, de la représentativité des opinions, de l'objectivité telle qu'elle est pratiquée par les agences. Mais si l'on critique les médias en soutenant cette thèse, de toute évidence, il est nécessaire de renvoyer non pas à une version alternative des événements en question, mais à une version cognitivement supérieure. Ainsi en est-il d'un reportage télévisuel évoqué par Daniel Dayan (*ibid.* : 205-206) où l'on voit des soldats israéliens obligeant un enfant palestinien à se déshabiller. En apparence, l'acte est brutal. En réalité, on a affaire à un attentat-suicide. Mais, au dernier moment, l'enfant prend peur et renonce. Finalement, en le contraignant à se dévêtir, les soldats lui ont sauvé la vie. Donc deux versions du même événement, mais l'une est cognitivement supérieure à l'autre.

Une étude britannique (Vis, 2006) des reportages anglo-saxons traitant de quelques incidents-clés a montré un décalage semblable, mais au profit, cette fois, de la politique israélienne. C'est le cas pour le traitement de l'attaque menée par Baruch Goldstein, le 25 février 1994, contre des Palestiniens, devant la sépulture des Patriarches à Hébron. En l'espèce, le décalage provenait d'un manque d'équilibre entre la couverture de l'attaque initiale et celle de la réaction palestinienne. Cette attaque aurait été le fait d'un seul individu dérangé, agissant sous l'emprise d'une pression psychologique extrême, tandis que la réaction aurait résulté, pour sa part, d'une réaction politique. Le problème posé par la représentation de cet événement résulte d'un manque de contextualisation. En effet, au cours de la période précédente, plus particulièrement en novembre 1993, un mois après la signature des accords d'Oslo, on assista à une série d'attaques orchestrées par des Palestiniens et à une autre série de ripostes, les deux faisant des morts de chaque côté. Selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme, *B'Tselem*, 42 Palestiniens auraient été tués durant cette période (dont 8 par des civils israéliens) contre 19 Israéliens<sup>1</sup>. Selon Farida Vis, le fait de ne pas avoir systématiquement procédé à une mise en situation des faits rend incompréhensible l'acte de Baruch Goldstein. Or, celui-ci s'inscrit dans la politique d'occupation menée par les Israéliens sur les territoires de la rive occidentale du Jourdan, action soutenue par les forces de défense de l'État. Précisons qu'il n'est aucunement question de revendiquer la vérité de ce compte rendu : il fait partie d'une analyse

<sup>1</sup> [www.btselem.org/english/Statistics/First Intifadah Tables.asp](http://www.btselem.org/english/Statistics/First Intifadah Tables.asp).

universitaire de la couverture médiatique des relations israélo-palestiniennes, étayée par de nombreux documents d'origine non médiatique qui permettent de poser l'existence d'une vérité supérieure à la représentation médiatique cumulative des événements en question. L'intérêt de cet exemple est de démontrer que l'analyse d'événements particuliers peut attester d'un décalage entre une version médiatique et une autre, vraisemblablement supérieure. À noter qu'il met en exergue une thèse opposée à celle de Daniel Dayan (quoique concernant les seuls médias anglo-saxons).

On le voit, à partir d'un fait particulier, il est possible de proposer des thèses divergentes, voire les thèses les plus invraisemblables. Cela fut le cas de la controverse au sujet de la fiabilité des clichés réalisés à Trnopolje et qui prouvaient l'existence de camps de concentration serbes (voir Pedon, Walter, 1996 ; 2002a ; 2002b). Revendiquer alors la falsification des clichés permettait aux opposants de l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie d'atténuer la responsabilité serbe. Pour autant, en analyse des médias, le problème est de savoir dans quelle mesure de tels incidents sont typiques de la couverture en général. Car, partir de la représentation d'un seul événement pour remonter à une analyse de la couverture cumulative d'une série d'événements, tels les conflits israélo-palestiniens, demande un saut méthodologique de grande envergure, qui part du particulier pour aboutir au général.

## La couverture du conflit israélo-palestinien dans les médias anglo-saxons

Notons tout d'abord que toute tentative de recensement fait elle-même partie des polémiques à ce sujet. Au-delà de cette région, surtout dans les États ayant montré un intérêt soutenu pour la crise (avant tout, les États-Unis), il existe des « lobbies » puissants qui s'engagent dans le processus de formation politique, soit en faveur d'Israël, soit pour défendre la création d'un État palestinien. Or, les efforts de ces groupes portent aussi sur la surveillance des médias. Quelles que soient les organisations – MERIP (*Middle East Research and Information Project*), MEMRI (*Middle East Media Research Institute*), *The Alternative Information Centre*, *Palestine Media Watch*, *The American-Arab Anti-Discrimination Committee* et son homologue pro-israélien, CAMERA (*Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America*) –, toutes interviennent dans les débats sur la couverture médiatique. Les dénonciations de reportages fautifs et lacunaires, venant de tous bords, font partie des tentatives d'intervention dans la formation de l'opinion publique et de la politique (Zelizer *et al.*, 2002 : 283), surtout depuis les attaques du 11-Septembre et le déclenchement de la « guerre contre la terreur ». D'ailleurs, dans les

analyses anglo-saxonnes, les représentations du conflit israélo-palestinien sont considérées comme non séparables de celles des relations entre le monde islamique et l'Occident ; ce qui explique peut-être le niveau d'attention porté par les médias à ces « quelques centaines de kilomètres carrés » qui, selon Daniel Dayan, constituent le Proche-Orient. Cependant, dans le monde anglo-saxon, le Proche-Orient concerne un territoire beaucoup plus étendu qui intègre – au moins – la Turquie, la Syrie et l'Égypte. De ce fait, il est le site privilégié d'un conflit impliquant les pays occidentaux.

Il existe néanmoins des études qui, du moins méthodologiquement, font preuve d'indépendance par rapport aux forces directement investies dans le conflit. Les études anglo-saxonnes réalisées au cours des années 80 mettent en évidence plusieurs thèmes dominants dans les médias tels l'identification discursive de l'Islam avec la violence, au point que les chrétiens arabes impliqués dans les conflits sont eux-mêmes nommés musulmans (Karim, 2003 : 81), et un soutien marqué à Israël. Par exemple, une analyse quantitative des contenus télévisuels et de la diplomatie au Moyen-Orient montre que la couverture d'Israël dépasse largement celle du monde arabe et celle de l'Administration américaine (Kern, 1983 ; Gerges, 1997). Plus précisément, une étude de trois journaux nationaux américains, sur une période de 25 ans, fait le constat d'un biais en faveur d'Israël et contre les pays arabes (Terry, 1974). S'il est souvent suggéré que le traitement de ces questions par les médias est devenu moins anti-arabe depuis 1973, les données ne permettent pas de le prouver. Une analyse de quelques articles de la presse d'élite américaine<sup>2</sup> entre 1967 et les années 70 (Belkaoui, 1978), indique l'augmentation d'une couverture favorable aux Palestiniens et une réduction parallèle de celle concernant Israël. Lors de la première incursion israélienne au Liban, une étude de l'opinion publique américaine indique une réduction/augmentation parallèle à la précédente. Pourtant, l'opinion reste majoritairement pro-israélienne : d'un côté, on est passé de 59 % à 39 %, de l'autre, de 13 % à 23 % (Suleiman, 1984 : 108).

Selon Eytan Gilboa (1993), la stratégie médiatique palestinienne qui visait une couverture favorable aux États-Unis n'a que partiellement réussi. Si cette couverture a été extensive et favorable, elle n'a pas eu pour effet un changement dans l'opinion publique américaine en faveur des Palestiniens (*Media Monitor*, 1988 ; Atlas, 1988). Deux éléments de longue durée du cadre médiatique du conflit auraient agi comme filtres de l'information concernant l'Intifada : le soutien fondamental à Israël et la

<sup>2</sup> Aux États-Unis, « presse d'élite » signifie les journaux non tabloïds ayant une circulation nationale (*Wall Street Journal*, *New York Times*, *Washington Post*) et quelques hebdomadaires ou mensuels tels que *Time* et *Fortune*.

qualification de L'OLP en tant qu'organisation terroriste. Nonobstant une couverture massive, le conflit n'a pas retenu l'attention du public américain, qui n'a pas considéré qu'il s'agissait du problème internationalement « le plus significatif de l'époque » et s'est méfié de la sympathie médiatique pour l'insurrection, qu'ils ont considérée comme déformée (Gilboa, 1993 : 96-97). Si le public américain a été sensible à la souffrance palestinienne et a bien fait la différence entre Palestiniens et OLP, il a continué de soutenir Israël. Enfin, dès 1989, la chute du communisme et les événements qu'elle a entraînés ont beaucoup diminué l'importance de l'Intifada. Pourtant, selon Kai Hafez (2005 : 1), les études qui dénoncent les stéréotypes médiatiques – pour ne pas parler d'analyses de courants culturels plus profonds telles celles de Samuel Huntington (1993) et d'Edward Saïd (1979) – sont elles-mêmes coupables d'un défaut semblable : les représentations médiatiques seraient plus diverses et nuancées que ne le disent ces auteurs.

La complexité des représentations occidentales du Moyen-Orient et du monde islamique est confirmée par une analyse de données portant sur l'opinion publique aux États-Unis (Moughrabi, 1986 : 74). Selon cette étude, le public américain considère comme légitime la revendication palestinienne d'un État indépendant, et il éprouve de la sympathie pour les Palestiniens plus qu'avec les autres populations arabes. Ce qui ne l'empêche pas d'éprouver plus de sympathie encore pour Israël, quoique dans une moindre mesure par rapport à la période précédente. Mais, l'opinion américaine envers Israël serait divisée : d'une part, le nombre de ceux qui sont critiques envers le pays augmente ; d'autre part, à peu près 25 % de la population reste très fortement attaché à ce dernier (*ibid.* : 74-75). Selon Leon Wieseltier (*in* : Lewis *et al.*, 1987 : 93), « quel lecteur intelligent de la presse américaine ignore que les Palestiniens sont dépourvus d'État, qu'ils vivent sous Occupation depuis 1967, qu'ils habitent depuis des générations dans des camps ou des bicoques, qu'ils sont aussi peu les bienvenus ailleurs dans le monde arabe, qu'une résolution des conflits au Moyen-Orient dépend de la résolution de la question palestinienne... Tout cela me paraît non seulement connu, mais il a atteint le statut de lapalissade ».

En ce qui concerne la première Intifada, selon Karim Karim (2003), les opinions envers ce conflit ont profondément changé vers la fin des années 80 ; les massacres à Sabra et Chatila ont fortement choqué l'opinion publique en Europe et aux États-Unis, tout autant que la « réaction brutale à l'Intifada elle-même sur une période de plusieurs années a amené des questions au sujet du statut d'Israël ». On ne parlait plus d'un David israélien s'opposant à un Goliath arabe (*ibid.* : 108). Pourtant, ce changement d'opinion envers Israël n'a pas fondamentalement modifié l'opinion occidentale envers les Arabes : la « dramaturgie médiatique » a survécu, celle selon laquelle « le méchant Palestinien musulman » s'oppose au

« héros Juif israélien », et que les chrétiens sont des victimes (Karim, 2003 : 118). Une analyse longitudinale de la presse allemande entre 1950 et 1990, menée par Kai Hafez, montre que 20 à 40 % de reportages sont consacrés aux événements violents ; dans les reportages qui font mention de l'Islam, ce pourcentage augmente pour arriver à 40, voire 70 % (les chiffres varient selon le titre) ; avant la révolution iranienne, il était rarement question de l'Islam ; depuis, l'Islam politisé est de plus en plus souvent représenté comme « l'équivalent du terrorisme plutôt que comme mouvement politico-culturel qui a une existence de plus d'un demi-siècle » (Hafez, 2005 : 8). Pourtant, il faut distinguer entre la représentation de l'Islam politique en tant que « réseau criminel » et celle de la crise israélo-palestinienne, perçue comme « problème de substance politique » qui comporte plusieurs aspects, et non seulement la violence qui figure souvent dans l'agenda politique. Une analyse détaillée de la couverture de plusieurs événements-clés par la presse allemande élitiste atteste d'une modification majeure. Vers 1967, la presse s'identifiait entièrement à Israël. Depuis, elle a évolué vers un regard plus nuancé, acceptant les aspirations nationales palestiniennes, autant que le droit israélien à la défense.

Selon Kai Hafez, il existe toujours un réflexe « *in dubio* d'Israël » ; pourtant, en Europe, la légitimité des aspirations étatiques palestiniennes est largement reconnue ; elle l'est moins aux États-Unis. Deux grandes études ont été consacrées à la couverture des événements de la seconde Intifada. Barbie Zelizer *et al.* (2002) ont analysé la couverture de trois journaux d'élite américains. Quant à Greg Philo et Mike Berry (2004), ils ont analysé la couverture des reportages diffusés dans les journaux télévisés britanniques. Selon les premiers (Zelizer *et al.*, 2002 : 289), la couverture semblerait avoir pour but « la création et le maintien d'une perspective qui aiderait les lecteurs à comprendre les aspects contradictoires [de l'Intifada] d'une façon cohérente et durable ». L'analyse des formes linguistiques récurrentes semble traduire un biais pro-israélien. Par exemple, la phrase « pris dans le feu croisé », appliquée aux victimes, indiquerait – tout en l'atténuant – la culpabilité israélienne ; le terme « Occupation » aurait disparu des reportages, et celui d'« implantations israéliennes » aurait été remplacé par « voisinages israéliens » (voir Ackerman, 2001). Le propos de la majorité des articles est situé en Israël, et la couverture est marquée par une tendance à la personnalisation des événements, tout autant que par un refus de la « contextualisation historique ou géographique » (*ibid.* : 290). Mais surtout, c'est le *New York Times* qui fait preuve d'un élan de sympathie pour les revendications pro-israéliennes. Il tend à représenter les Israéliens comme des victimes et les Palestiniens comme des agresseurs (*ibid.* : 294-296). Ce biais serait plus prégnant chez les journalistes américains, et bien plus complexe qu'on ne le présume généralement. D'ailleurs, le *New York Times* – qui diffère de façon significative des autres journaux – exercerait une influence disproportionnée sur les évaluations de l'ensemble de la presse américaine, au point que les auteurs se

demandent si l'impression de biais pro-israélien de la presse américaine n'est pas, dans une large mesure, dictée par ce journal.

L'analyse de Greg Philo et Mike Berry (2004) indique également un manque de contextualisation dans la couverture médiatique (et cherche à y remédier en soulignant l'importance des attaques israéliennes pendant la guerre de 1948 et le fait de l'Occupation des territoires palestiniens depuis 1967). Selon ces auteurs, la couverture télévisuelle aurait une tendance marquée à souligner – et souvent explicitement à soutenir – les prises de position israéliennes (*ibid.* : 199). Assez fréquemment, ce sont les Palestiniens qui sont jugés responsables du déclenchement de la violence à laquelle les Israéliens répondraient. Les auteurs ont aussi étudié les réactions du public (utilisant des « *focus groups* »), qui s'avèrent en accord avec les analyses effectuées : beaucoup de participants « ne comprenaient pas qu'il s'agissait d'une occupation militaire qui a souvent été dénoncée comme illégale » (*ibid.* : 259). Les analyses de Seth Ackerman (2001) conduisent aux mêmes conclusions : la violence serait le fait des Palestiniens, le « feu croisé » serait un accident, plutôt que le résultat de la puissance des forces armées israéliennes. Aussi porte-t-on beaucoup plus d'attention aux victimes israéliennes qu'aux victimes palestiniennes.

Ervand Abrahamian accuse les médias américains de tout voir par le filtre des attaques du 11-Septembre et par le biais des thèses de Samuel Huntington (1993) dans *Le choc des civilisations*. Surtout, et à l'opposé de leurs homologues européens, ces médias ne voient pas de lien entre ces événements et la crise israélo-palestinienne. Cette thèse est également soutenue par Michael Goldfarb (2001) qui note des différences significatives dans la couverture médiatique des deux continents. Le contexte arabe serait souvent absent des comptes rendus américains tandis qu'il est présent chez leurs équivalents européens. Le résultat en serait que le public américain ne dispose pas des connaissances de base nécessaires à la formation d'un jugement étayé sur le conflit (Goldfarb, 2003 : 112-14). Pour cet auteur, autant que pour Marda Dunsky (2001), la raison en serait que les médias américains ont accepté les paramètres imposés par la politique extérieure de Washington comme des limites au traitement de l'actualité.

## L'analyse des médias et la revendication des vérités historiques

Les analyses anglo-saxonnes formulant ce genre de critique sont fondées sur deux formes de revendication de vérité (*truth claims*), celles-ci étant des possibilités théoriques, plus ou moins manifestes dans les études individuelles. La première possibilité repose sur l'assertion d'une



connaissance supérieure de la série de faits qui constituent l'événement en question, telle qu'on vient de le voir (Kent, 2006). La couverture médiatique britannique des conflits qui se sont déroulés en Irlande du Nord entre 1970 et 1995 a souvent été la cible d'une critique universitaire de ce type. En résumé, la thèse principale est que ce conflit aurait dû être résolu par des négociations entre les représentants des groupes sociaux concernés (y compris l'État britannique, ce qui implique que l'État n'a pas de statut privilégié dans les négociations). La couverture médiatique britannique se serait donc appuyée sur la position de ce gouvernement – qui a été bipartisane pendant cette période – selon laquelle les organisations « paramilitaires » n'étaient que des organisations criminelles. En conséquence, la couverture médiatique a été à ce point fautive qu'elle a contribué à amplifier les conflits. Il est évident que cette critique dépend de la validité de l'analyse de base selon laquelle le conflit n'était pas de nature à soutenir les positions du gouvernement. En revanche, si ces positions sont considérées comme satisfaisantes, il ne serait plus possible de critiquer les médias en ces termes.

La deuxième possibilité est au fondement des études relevant de la tradition du « *framing* », de l'« *agenda-setting* » et de l'« *indexing* », selon laquelle la couverture cumulative des médias produit une représentation plus ou moins cohérente de telle ou telle série d'événements, et qu'elle constitue la représentation fidèle de la gamme d'opinions disponibles au sein de l'élite politique. S'il y a des désaccords entre membres de l'élite, des controverses seront médiatisées ; sans cela, la controverse sera absente ou larvée. Une telle étude est censée être objective, non pas dans la mesure où elle parle d'une vérité quelconque des événements, mais dans la mesure où il y a une conformité observable entre les représentations médiatiques et les opinions politiques de l'élite. Évidemment, il s'agit de l'énonciation d'une vérité, mais d'une vérité restreinte qui porte sur un échantillon modeste d'événements pertinents. Cette critique des médias ne repose pas sur une vérité supérieure ayant trait aux événements, mais sur l'observation d'un décalage entre la performance médiatique et la déontologie fonctionnelle des médias : la fonction des médias comprend le devoir de représenter la gamme totale des opinions pertinentes. Donc, par principe, la performance est lacunaire.

D'un point de vue épistémologique, ces deux revendications au sujet de la vérité ne sont pas du même ordre. Dans le second cas, dès qu'on démontre que la gamme d'opinions représentée dans les médias est lacunaire, on est en droit de blâmer les médias de ne pas remplir leur mission. Prenons comme exemple la façon dont les médias américains ont couvert la politique française étrangère, pendant les mois qui ont précédé l'invasion en Irak. Même si on laisse de côté les fameux « singes quêteurs de fromage », la mauvaise foi des représentations de la

politique française aux Nations Unies est frappante, autant que la façon dont ont été reproduites les attaques de la Maison Blanche dirigées contre Hans Blix<sup>3</sup>. En ce qui concerne l'invasion en Irak, les médias américains ont accepté d'être l'instrument de la Maison Blanche et, donc, par principe, peuvent être blâmés de ne pas avoir honoré leur devoir démocratique (voir Marthoz, 2003).

## La question de la légitimité politique et l'antisionisme

Dans le premier cas, il s'agit de revendiquer une connaissance supérieure de l'ensemble d'un processus historique. Si l'on écarte les controverses empiriques, de tels arguments renvoient le plus souvent à des questions de légitimité. Pour l'Irlande du Nord, il est question des accords constitutionnels entre l'État britannique et celui de la République d'Irlande ; pour Israël, de l'existence même de la nation. En conséquence, ces questions ne sont pas sujettes à une résolution empirique : elles débouchent toujours sur d'autres préoccupations. Pour ce qui concerne cette discussion, disons seulement que, dans le cas d'Israël, pour des raisons – appelons-les « historiques » – évidentes, la légitimité ou non-légitimité de la nation n'est pas séparable de l'histoire de l'antisémitisme. Donc, celui qui conteste l'existence d'Israël risquera toujours de se voir accusé d'antisémitisme (tandis que celui qui nie la légitimité des accords entre l'Irlande et la Grande-Bretagne ne sera probablement pas accusé de racisme antibritannique). Pourtant, c'est la question de la légitimité qui est toujours en arrière-fond de celle concernant le bien-fondé des comptes rendus médiatiques, car elle implique une discussion de la légitimité des pratiques journalistiques. Ainsi en est-il de l'objectivité journalistique envers les protagonistes : est-ce qu'un journaliste peut évoquer le représentant d'une organisation vouée à la destruction de l'État israélien, et qui cible autant des civils que le représentant de cet État ? (voir Liebes, Zampf, 2004). En fait, tout dépend de la question de la légitimité. Pour ceux qui refusent d'accorder un statut équivalent aux deux protagonistes (pour simplifier, disons seulement deux, quoique...), ceux qui le font – ou qui se comportent comme s'ils le faisaient, par exemple, en traitant de façon équivalente les victimes, sans insister sur la distinction entre celles qui ont subi des actes de « violence » ou qui étaient en butte à la « force armée » – risqueront toujours de se voir accorder le profil de racistes. Comme l'a dit Mark Mazower (2006), l'accusation d'antisémitisme est « la plus toxique » de la politique européenne. Elle est à la fois devenue une source de « frustration importante » et un « obstacle corrosif »

<sup>3</sup> H. Blix a été chargé de mission de l'ONU pour examiner si l'Irak avait bien détruit ses armes de destruction massive. Parce qu'il refusait de suivre les thèses de l'Administration Bush, il a subi une attaque en règle de la presse anglo-saxonne, Blix H., 2004, « I learnt I had been vilified, crucified and made to look like an imbecile », *Guardian*, Saturday March 6.

pour ceux qui veulent critiquer la politique israélienne (Mazower, 2006<sup>4</sup> ; Myers, 2007 : 30 ; Wieseltier, 1987 : 102). Pourtant, il ne faut pas nier qu'il existe un antisionisme malhonnête qui équivaut à l'antisémitisme – autant qu'un « soutien » du sionisme qui est aussi malhonnête et antisémite, tel que chez Céline ou Drieu La Rochelle. En effet, tous deux ont prôné une « solution » au « problème juif », plus ou moins en accord avec celle envisagée par les sionistes, à savoir la création d'un État juif.

C'est en tenant compte de cet arrière-fond que nous considérons la question de la relation de l'antisémitisme et l'antisionisme. En principe, il faudrait les distinguer : l'antisémitisme prendrait pour cible tout un peuple, tandis que l'antisionisme prendrait pour cible un programme politique lié à un courant philosophique et ayant des racines dans une religion. Pourtant, la nature de la légitimation de l'État israélien rend difficile cette distinction. Ce qui conduit à reprendre cette question fondamentale. Si on utilise le terme « sioniste » pour renvoyer à la création et au maintien d'un pays qui s'identifie avec l'ethnicité juive, il est évident qu'il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de distinguer la critique de l'État de l'antisémitisme ; il va de soi que celui-ci est à condamner sans réserve. Pourtant, on peut aussi insister sur une définition plus restreinte du sionisme contemporain. En effet, comme l'explique Daniel Dayan, il s'agit d'une entité qui a changé. Si l'histoire de l'antisionisme est inquiétante, il faut admettre que les changements survenus dans l'acception de ce terme, tout en le rendant plus ambigu et plus difficile à manier, n'empêchent pas qu'il soit utilisable, peut-être en essayant d'en éclairer la portée et la signification.

Avi Shlaim<sup>5</sup> (2005) a proposé que la transformation du sionisme depuis la création de l'État d'Israël a été telle qu'il faut reprendre ce terme dans un sens modifié. Il l'utilise pour renvoyer à l'idéologie des rabbins radicaux, « des "settlers" ultranationalistes et de ses adhérents au Gouvernement [...] qui ont bloqué le système politique israélien ». Ce « sionisme cruel » serait à l'origine du mauvais traitement infligé aux Palestiniens sur une période prolongée, couvrant l'occupation militaire illégale, la confiscation de terrains et la démolition de maisons et de vergers, les couvre-feux et les contrôles routiers, la violation systématique des droits de l'homme et la construction illégale du mur d'enceinte. Il aurait pu ajouter la disproportion entre le nombre de morts palestiniens et le nombre de morts israéliens (4 morts pour 1, selon *BTselem*), survenue aux cours d'incidents où la violence palestinienne provoquée par les comportements israéliens – qu'il énumère – attire une réponse systématiquement disproportionnée de la part des forces armées israéliennes.

Daniel Dayan (2005 : 200-201 ; 209 ; 219) parle de l'attention excessive accordée aux « quelques centaines de kilomètres carrés du

<sup>4</sup> Mazower M., 2006, « When Vigilance Undermines Freedom of Speech », *Financial Times*, 3 Apr.

<sup>5</sup> Shlaim A., 2005, « A debate : Is Zionism today the real enemy of the Jews ? », *International Herald Tribune*, Friday 4 February : [http://www.iht.com/articles/2005/02/04/edshlaim\\_ed3\\_.php](http://www.iht.com/articles/2005/02/04/edshlaim_ed3_.php)

Proche-Orient ». Il est vrai que par rapport aux autres violations récentes des droits de l'homme – par exemple, au Darfour, où l'on estime qu'au moins 200 000 personnes ont péri, ou au Congo où le taux des morts a peut-être atteint 5 millions – les quelques milliers de morts en Israël/Palestine semble de moindre envergure. Pourtant, ce dernier conflit mérite de l'attention à cause de l'importance économique et stratégique de la région, autant pour des raisons culturelles (du point de vue économique et politique, Israël fait partie de l'Occident, la « Terre Sainte » occupe une position privilégiée dans la tradition des grandes religions), que du fait de la signification particulière attachée à ce conflit par le Jihad associé à Al-Qaeda, opinion soutenue par une majorité dans la région. Dans ce contexte, l'attention médiatique vis-à-vis de cette partie du monde est on ne peut plus raisonnable.

Selon Daniel Dayan (2005 : 202), les arguments avancés pour critiquer Israël, autant que le caractère « pathologique » des reportages, ont pour effet de « refuser l'humanité » aux Israéliens et constituent une forme d'antisémitisme. Il compare ceci à la confusion dont le Rwanda a fait les frais, c'est-à-dire l'amalgame entre conflit ethnique et génocide (Dayan, 2005 : 204), et propose l'hypothèse selon laquelle le racisme a déformé le cadrage – les termes clés et les formules utilisés – des deux conflits. La couverture médiatique du Rwanda était fondée sur l'idée que les groupes en conflit étaient responsables d'une guerre civile barbare et destructrice. Or, la guerre ne constituait qu'un élément mineur d'un génocide planifié qui a fait près d'un million de morts. Si l'on accepte la thèse de Daniel Dayan selon laquelle les victimes civiles des actes terroristes n'ont pas un profil pleinement humain, tandis que celles des forces armées israéliennes l'ont, on peut toujours se demander si le parallèle est légitime. Est-il légitime de considérer comme homogènes la représentation fautive d'un génocide et celle des atrocités terroristes ? Même si l'on met de côté des arguments chiffrés (combien de morts, combien de souffrances ?), il est évident que le génocide est le crime le plus important, voire le plus important de tous. Surtout, la représentation fautive du génocide, pour le faire apparaître comme une guerre informelle, sans fin, sans distinction claire entre victimes et agresseurs, empêche le soutien politique de la population civile. On a même suggéré que, lors des événements au Rwanda, l'Administration Clinton avait cherché à éviter le terme de « génocide » pour ne pas avoir à intervenir sur le terrain, la période étant proche de l'intervention mal organisée et mal gérée en Somalie.

Pour Daniel Dayan, la critique des médias à l'encontre d'Israël dépasse les frontières du débat politique. Pourtant, si l'on accepte les thèses d'Avi Shlaim (2005), selon lesquelles le comportement de l'État israélien transgresse les règles en politique, on peut soutenir que ces critiques à outrance sont justifiées par ces comportements. S'il est vrai que les

critiques d'Israël trouvent leur cohérence dans le « grand récit » de l'anticolonialisme, il est peut-être également vrai que « l'Occupation a transformé le mouvement sioniste qui a cessé d'être un mouvement légitime de libération nationale pour les Juifs pour devenir une puissance coloniale qui opprime les Palestiniens » (Shlaim, 2005).

## Conclusion

Les études anglo-saxonnes les plus récentes ne permettent pas de constater un changement fondamental dans la couverture du conflit israélo-palestinien. Depuis longtemps, cette couverture a pour base la reconnaissance de la légitimité de l'existence d'Israël, et de son droit à l'autodéfense, autant que la reconnaissance de la revendication du droit palestinien d'avoir leur propre État. Ajoutons que, en tant que lecteurs moyens de la presse anglaise, nous n'en voyons pas non plus. À cet égard, s'agit-il d'une différence significative entre le cas français et le cas anglo-saxon ? Si oui, pourquoi cette différence existerait-elle ? Il est possible qu'il y ait un courant antisémite plus développé en France que cela n'est le cas outre-Manche. Les sondages français indiquent bel et bien son existence. Finalement, ne peut-on suggérer que la politique étrangère française envers le Proche et Moyen-Orient est différente de la politique britannique, et que ceci influe sur la couverture médiatique ?

## Références

- Abrahamian E., 2003, « The US Media, Huntington and September 11 », *Third World Quarterly*, 24(3), pp. 529-544.
- Ackerman S., 2001, « Al-Aqsa Intifada and the U.S. Media », *Journal of Palestine Studies*, 30(2), Winter, pp. 61-74.
- Belkaoui J., 1978, « Images of Arabs and Israelis in the Prestige Press, 1966-74 », *Journalism Quarterly*, 55, pp. 732-799.
- Dayan D., 2005, « Pour une critique des médias », *Questions de communication*, 8, pp. 195-222.
- Gerges F., 1997, « Islam and Muslims in the Mind of America : Influences on the Making of U.S. Policy », *Journal of Palestine Studies*, 26(2), Winter, pp. 68-80.
- Gilboa E., 1993, « American Media, Public Opinion, and the Intifada », pp. 93-115, in : Cohen A., Wolfsfeld G., eds, *Framing the Intifada : people and media*, Norwood (NJ), Ablex Publishing Corp.
- Goldfarb M., 2001, « All Journalism is Local : Reporting on the Middle East. How the U.S. and European Media Cover the Same Events Differently », *Press/Politics*, 6(3), pp. 110-115.
- Hafez K., 2005, « The Image of the Middle East and Islam in Western Media: A Critical Reappraisal », Lecture given, 13 Oct., Cambridge University, *Centre for*

Conflit israélo-palestinien : médias occidentaux, « revendications de vérité » et antisionisme

*Middle Eastern and Islamic Studies* : [http://www2.kommunikationswissenschaft-erfurt.de/uploads/Cambridge\\_2005\\_02.pdf](http://www2.kommunikationswissenschaft-erfurt.de/uploads/Cambridge_2005_02.pdf)

Huntington S., 1993, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, 72/3, Summer, pp. 22-49.

Karim K., 2003, *Islamic peril : media and global violence*, Montreal, Black Rose Books.

Kent G., 2006, *Framing War and Genocide. British Policy and Media Reaction to the War in Bosnia*, Creskill (NJ), Hampton Press.

Kern M., 1983, *Television and Middle East Diplomacy : President Carter's Fall 1977, Peace Initiative Center for Contemporary Arab Studies*, Georgetown, Occasional Papers Series.

Lewis B., Said E., Hitchens C., Wieseltier L., 1987, « The MESA Debate : The Scholars, the Media, and the Middle East », *Journal of Palestine Studies*, 16(2), Winter, pp. 85-104.

Liebes T., Kampf Z., 2004, « The PR of Terror : how new-style wars give voice to terrorists », pp. 77-95, in : Allan S., Zelizer B., eds, *Reporting War*, London, Routledge.

Marthoz J.-P., 2003, « États-Unis : face au marketing de guerre, une presse sommée de s'aligner », pp. 19-63, in : Lamoum O., éd., *Irak : Les médias en guerre*, Paris, Sindbad.

Myers D., 2007, « Can There Be a Principled Anti-Zionism ? On the Nexus between Anti-Historicism and Anti-Zionism in Modern Jewish Thought », pp. 20-37, in : Herf J., ed., *Anti-Semitism and anti-Zionism in historical perspective : convergence and divergence*, London, Routledge.

Moughrabi F., 1986, « American Public Opinion and the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 15(2), Winter, pp. 56-75.

Pedon É., Walter J., 1996, « Les variations du regard sur les " camps de concentration " en Bosnie. Analyse des usages de la photographie dans un échantillon de journaux français », *Mots. Les langages du politique*, 47, pp. 23-45.

— 2002a, dirs, « Les médias et les guerres en ex-Yougoslavie. Débats, théories, méthodes », *Questions de communication*, 1.

— 2002b, « Les livres photographiques sur les guerres en ex-Yougoslavie, lieux critiques du traitement médiatique », *Questions de communication*, 1, pp. 41-55.

Philo G., Berry M., 2004, *Bad news from Israel*, London, Pluto Press.

Said E., 1979, *Orientalism*, New York, Vintage Press.

Suleiman M., 1984, « Development of Public Opinion on the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 13(3), Spring, pp. 87-116.

Terry J., 1974, « 1973 US Press Coverage on the Middle East », *Journal of Palestine Studies*, 4(1), Autumn, pp. 120-133.

Vis F., 2006, *Print Media Representations of the Israel-Palestine Conflict after the Signing of the Oslo Accords, 1993-1995*, PhD, Manchester University.

Zelizer B., Park D., Gudelunas D., 2002, « How bias shapes the news. Challenging The New York Times' status as a newspaper of record on the Middle East », *Journalism*, 3(3), pp. 283-307.